

L'Organisation des Nations Unies en Ethiopie



NATIONS UNIES

Fondée en 1945 pour succéder à la Société des Nations, l'Organisation des Nations Unies (ONU)

compte 193 Etats membres ce qui en fait le premier forum international. L'institution dispose également d'un pouvoir décisionnel et de financements importants. Depuis 2017, elle est dirigée par le portugais Antonio Guterres.

Sa charte fondatrice lui assigne quatre objectifs principaux :

- (i) Maintenir la paix et la sécurité internationales ;
- (ii) Développer entre les nations des relations amicales ;
- (iii) Réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire ;
- (iv) Être un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers ces fins communes.

Pour les remplir, l'ONU s'appuie sur ses cinq organes majeurs : l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social, le Conseil de tutelle, la Cour internationale de justice et le Secrétariat. Elle compte également un grand nombre de programmes et fonds spécialisés : la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ; le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) ; le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) ; ONU-Femmes ; ONU-Habitat ; le Programme alimentaire mondial (PAM) ; le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ; le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ; le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ; l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI)...

Outre les 27 agences, fonds et programmes mis en place par l'ONU en Ethiopie, le pays accueille également le siège de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA). Créée en 1958, cette institution joue un rôle stratégique sur le continent grâce à ses fonctions de conseil et de *think-tank* visant à promouvoir le développement économique et social de ses 54 Etats membres, l'intégration intra-régionale et la coopération internationale.

La stratégie de l'ONU en Ethiopie est définie dans le Plan cadre des Nations unies pour le développement en Ethiopie (PCAD) couvrant une période de quatre ans allant de mi 2016 à mi 2020. Une revue du portefeuille sera conduite à mi-parcours afin d'évaluer les résultats obtenus et, si besoin, adapter la stratégie.

En conformité avec le *Growth and Transformation Plan II* (GTP II) – le plan quinquennal de développement pour la période 2015-2020 – et avec les objectifs de développement durables établis par les Etats membres de l'ONU, le PCAD identifie cinq piliers qui structurent son action :

L'ONU en bref

La stratégie en
Ethiopie

- (i) **Croissance inclusive et transformation structurelle ;**
- (ii) **Résilience et économie verte ;**
- (iii) **Investir dans le capital humain et l'accès étendu aux services sociaux de base accessibles à tous et de qualité ;**
- (iv) **Bonne gouvernance, participation et capacité de développement ;**
- (v) **Egalité et développement des compétences pour autonomiser (empowerment).**

► **Au titre du premier pilier sur la croissance inclusive et la transformation structurelle,** l'ONU structure son action à deux niveaux :

- Le renforcement des compétences des agriculteurs et des entités leur fournissant des services – notamment financiers – visant la croissance de la production et de la productivité agricole et l'amélioration de la commercialisation des produits.
- Assistance technique pour renforcer les capacités des PME afin d'accroître la part des services et de l'industrie dans le PIB et fournir de nouvelles opportunités d'emplois. Il s'agit également d'élargir l'accès aux services financiers, de développer le cadre légal encadrant les financements et de soutenir l'expansion d'un tourisme compétitif et durable.

► **Pour développer une économie verte et résiliente,** l'ONU utilise trois leviers :

- Renforcer les capacités institutionnelles en termes de préparation, de gestion de catastrophes et de reconstruction ; conférer aux communautés les moyens de diversifier leurs revenus et d'améliorer les infrastructures et les services sociaux ; et accompagner l'action de l'Etat en cas d'urgence.
- Renforcer les capacités des travailleurs sociaux, accroître la couverture des services et renforcer la coordination entre les différents programmes sociaux – notamment avec les services de base.
- Renforcer les compétences de l'Etat en termes de planification, de mise en place et de supervision des actions en faveur du climat, de la gestion durable des ressources et de l'adaptation des populations.

► **Dans le cadre du troisième pilier, sur le capital humain et l'accès aux services de base,** l'ONU poursuit cinq objectifs :

- L'ONU accorde une importance particulière à la santé maternelle, des nouveaux nés et des adolescents et tachera de mettre un terme à la diffusion de maladies transmissibles (SIDA/HIV, tuberculose et malaria). Il s'agit de renforcer les institutions (en termes de financement et de connaissances), de former le personnel et de sensibiliser les populations.
- Afin d'améliorer la nutrition des enfants de moins de 5 ans, des adolescents et des femmes enceintes ou allaitant, l'ONU soutient le programme national de nutrition en renforçant la coordination institutionnelle. Elle renforce également les services préventifs et curatifs de nutrition, soutient des campagnes de sensibilisation, fournit des traitements et renforce les capacités de l'Etat.
- Pour lutter contre le VIH, l'ONU promeut des campagnes de prévention dans les établissements scolaires, renforce les capacités et la coordination des institutions publiques et s'assure que les traitements sont délivrés et accessibles.
- Pour augmenter l'accès à des services fiables d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène, l'ONU soutient le gouvernement en contribuant à un fonds dédié, en renforçant les capacités des fonctionnaires, en développant la collecte et l'analyse d'informations et en menant des campagnes de sensibilisation.
- Pour favoriser l'accès à l'éducation et à la formation, l'ONU offre un soutien technique aux programmes de l'Etat, veille à la dissémination des connaissances,

investit dans des solutions alternatives pour les enfants et les adultes victimes de catastrophes ; et renforce le système éducatif en visant spécifiquement les femmes entrepreneurs illettrées.

► **Le quatrième pilier, sur la gouvernance, la participation et la capacité de développement** comprend trois axes d'interventions :

- L'ONU soutient la mise en place d'un système judiciaire efficace et accessible via le renforcement de compétences et le développement de l'aide juridictionnelle, et appuie la Commission des Droits de l'Homme.
- L'ONU travaille avec les institutions en charge du développement pour lutter contre la corruption, donner plus de place aux femmes dans les processus de décisions, renforcer la prévention des conflits, décentraliser les services publics en promouvant l'implication des citoyens et des communautés.
- Pour améliorer l'efficacité des politiques publiques, appuie les agences statistiques et les politiques innovantes.

► **Au titre du cinquième et dernier pilier, sur l'égalité et l'émancipation**, l'ONU a identifié deux priorités :

- Pour protéger les femmes et les jeunes filles de toutes les formes de violence et de discriminations, l'ONU renforce les compétences du secteur judiciaire et des services d'accompagnement et mène des actions locales de sensibilisation.
- Afin que les femmes et les jeunes gagnent en autonomie, l'ONU agit auprès des institutions pour qu'elles leur accordent plus de place dans la prise de décision et le ciblage des politiques publiques. Les femmes et les jeunes se verront proposer des programmes de formation.

La majorité des financements de l'ONU prennent la forme de **subventions** même si, suivant la nature de leurs prérogatives, les différents programmes et agences peuvent accorder d'autres formes de financements.

Afin de mettre en œuvre le PCAD entre 2016 et 2020, l'ONU estime que **3 038,3 MUSD** seront nécessaires. Ces fonds seront répartis entre les cinq piliers :

- (i) Croissance inclusive et transformation structurelle (**197,9 MUSD, soit 6,5% du budget total**) ;
- (ii) Résilience et économie verte (**1 932,7 MUSD, soit 63,6% du budget total**) ;
- (iii) Investir dans le capital humain et l'accès étendu aux services sociaux de base accessibles à tous et de qualité (**718,7 MUSD, 23,7%**) ;
- (iv) Bonne gouvernance, participation et capacité de développement (**121,1 MUSD, 4%**) ;
- (v) Egalité et développement des compétences pour autonomiser (*empowerment*) (**67,9 MUSD, 2,2%**).

D'après les budgets estimés en 2016, les agences de l'ONU offrant les subventions les plus importantes sont le PAM (1 711,4 MUSD sur la période) suivis de l'UNICEF (558,8 MUSD), du PNUD (165,3 MUSD), du FNUAP (126,1 MUSD) et du HCR (112,4 MUSD).

Les principaux projets sont actuellement financés par :

► **Le Programme Alimentaire Mondial (PAM)** compte [3 projets](#) en Ethiopie pour un montant total de 1865,2 MUSD en 2017 :

*Les
financements*

*Les projets
en cours*

- Réponse aux crises humanitaires et améliorer la résilience à l'insécurité alimentaire (2015-2018) : 1 355 MUSD ;
- Assistance aux réfugiés (2015-2018) : 493,9 MUSD ;
- Services humanitaires aériens en Ethiopie (2015-2018) : 16,3 MUSD.

► **Le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR)** disposait de [330,5 MUSD en 2017 répartis entre](#) :

- Besoins de base et services essentiels : 167,9 MUSD
- Autonomisation des communautés et autosuffisance : 33,6 MUSD
- Sécurité vis-à-vis des violences et de l'exploitation : 17 MUSD
- Processus de protection et documentation : 12,1 MUSD
- Solutions durables (retours et réinstallation) : 4,4 MUSD
- Environnement légal favorable à la protection : 3,2 MUSD

► **Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)** a alloué plus de [234,9 MUSD en 2017 dans divers programmes](#) couvrant la période 2016-2020:

- Eau potable, assainissement et hygiène (WASH) en situations d'urgences : 43,4 MUSD en 2017 ;
- Renforcement des services de nutrition pour les femmes enceintes, les adolescentes et les personnes s'occupant d'enfants de moins de 5 ans : 42,5 MUSD en 2017 ;
- Renforcement des capacités pour améliorer les services de santé de base (mères, nouveau-nés, enfants et adolescents) : 38,5 MUSD en 2017 ;
- WASH en zone rurale : 5,5 MUSD en 2017 ;
- WASH en zone urbaine: 4,9 MUSD en 2017 ;
- Education en situations d'urgences : 4,2 MUSD en 2017 ;
- Renforcement des capacités du système de santé : 3,9 MUSD en 2017 ;
- Justice pour les enfants : 3,7 MUSD en 2017 ;
- Education et apprentissage de qualité : 3,3 MUSD en 2017 ;
- Mettre fin aux mariages des enfants et aux mutilations génitales sur les jeunes filles : 2,9 MUSD en 2017 ;
- Accès inclusif aux écoles primaires et élémentaires : 2,8 MUSD en 2017 ;
- Système de protection sociale centré sur l'enfant : 2,3 MUSD en 2017 ;
- Prévention VIH auprès des adolescents : 1,8 MUSD en 2017 ;
- Enregistrement des naissances : 1,6 MUSD en 2017 ;
- Protection des enfants en situations d'urgences : 1,5 MUSD en 2017.

► **Le Fonds International de Développement Agricole (FIDA)** compte [4 projets](#) pour un engagement total de 337,5 MUSD :

- Programme de développement participatif d'irrigation à petite échelle (2016-2021) : 114,5 MUSD (dont 102 MUSD de prêts) ;
- Développement des communautés pastorales (projet III) (2013-2020) : prêt de 100 MUSD;
- Programme d'Intermédiation financière en milieu rural (Phase II) (2011-2018) : 100 MUSD (dont 50 MUSD de dons) ;
- Projet de gestion communautaire intégrée des ressources naturelles (2009-2018) : 13 MUSD (dont 6,5 MUSD de dons).

► **Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)** mène [41 projets en 2017](#) pour un engagement de 25,9 MUSD dont :

- Programme de participation démocratique et de gouvernance (2017-2021) : 3,8 MUSD en 2017 ;

- Renforcement institutionnel pour le développement du secteur forestier (2015-2019) : 3,1 MUSD en 2017 ;
- Adaptation au changement climatique : mise en place du plan Economie verte résiliente au climat dans les hauts-plateaux (2017-2021) : 2,8 MUSD en 2017 ;
- Investissement REDD+ (Réduction des Émissions dues à la Déforestation et à la Dégradation forestière) en Ethiopie (2017-2020) : 2 MUSD en 2017 ;
- Economie verte et résiliente au climat (2012-2018) : 1,3 MUSD en 2017 ;

► **L'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI)** compte une [trentaine de projets en cours](#) :

- Améliorer la durabilité et l'inclusion de la chaîne de valeur du café via des PPP (2015-2019) : 3,9 MUSD ;
- Institut d'entraînement des chauffeurs de véhicules commerciaux (2017-2022) : 2,8 MUSD ;
- Extension (phase 2) du projet d'assistance technique pour le développement du secteur du cuir éthiopien (2016-2019) : 2,6 MUSD ;
- Création d'emplois pour les jeunes et les femmes dans le secteur textile (régions sources de migrations) (2017-2020) : 2,6 MUSD ;
- Développement des compétences techniques et institutionnelles pour accroître la production et développer la chaîne de valeur de la pêche et la pisciculture (2017-2021) : 2 MUSD ;
- Support technique pour la mise en place d'un parc agro-industriel intégré à Addis-Abeba (2015-2018) : 1,4 MUSD ;

► **Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)** :

- Envoi de matériel contraceptif (5,6 MUSD en 2015), équipements médicaux (0,4 MUSD en 2015) et de produits pharmaceutiques (1,5 MUSD en 2015) ;
- Services intégrés de santé reproductive et sexuelle : 3,9 MUSD en 2016 ;
- Elaboration de politiques basées sur la preuve : 2 MUSD en 2016.

Chef du bureau de la coordinatrice résidente et conseiller politique

M. Wolfgang Haas

wolfgang.haas@one.un.org

Tel: +251-115-444272

Spécialiste des opérations courantes

M. Saman Mastiyagedon

saman.mastiyagedon@one.un.org

Tel: +251-115-444197

Associé de coordination

Asmerom Mekonen

asmerom.mekonen@one.un.org

Tel: +251-115-444197

Voir [ici](#) les **représentants de chaque entité** de l'ONU en Ethiopie.

Contacts

Dernière mise à jour : 18 janvier 2018

DG Trésor –